

Réunion le 16 mars 2019 de 10h à 12h

Lien : <https://granddebat.fr/profile/utlduranceprovence>

Thème : Démocratie et citoyenneté

Titre de la réunion : "La vie associative dans la ruralité".

Présentation :

L'UTL vous invite à échanger autour de *"LA VIE ASSOCIATIVE DANS LA RURALITÉ"*.

Interrogeons-nous sur le rôle des associations dans les villages, sur les moyens nécessaires pour aider à la mobilisation, sur l'importance du faire ensemble, de l'action collective, de créer du lien entre les habitants d'un village, à inventer, à bousculer, pour aller vers la société dont nous rêvons, pour contrecarrer l'individualisme, le repli sur soi et le rejet de l'autre.

Posons les vrais constats et faisons le pari de réussir collectivement à formuler des propositions concrètes, que nous ferons bien évidemment remonter aux instances nationales du Grand Débat, mais aussi plus localement à nos partenaires et aux élus qui nous représentent dans les institutions de la Vème République.

Cet échange se veut constructif, ouvert à tous, libre de parole et d'opinions.

DÉBAT :

1) Les association Loi 1901

État des lieux :

- C'est un droit fondamental de se réunir avec d'autres personnes qui ont les mêmes centres d'intérêt.
- Les associations permettent le vivre ensemble, l'épanouissement personnel dans les projets collectifs et le développement local. Elles sont une vraie richesse sur les territoires et, quand les citoyens sont en perte de confiance vis-à-vis des responsables politiques, elles peuvent apporter des réponses pertinentes : solidarité, citoyenneté, engagement, formation permanente et esprit critique.
- Les associations manquent de reconnaissance des mairies, des conseils départementaux, des conseils régionaux et de l'état.
- Les associations apportent beaucoup de services mais est-ce que les gens s'en rendent compte ?
- Les associations font énormément. Les associations sont utiles.
- Les associations ont un énorme intérêt économique et sont pourvoyeuses d'emplois : environ 1,3 million d'équivalents temps pleins, soit 10 % du total des emplois. Au total, on compterait 11 millions de bénévoles.
- Démission des parents, trop de prise en charge par les associations en dehors de l'école.

Ce que nous pouvons faire :

- Chacun a une compétence et une utilité.
- Organisez-vous, n'attendez pas que la société le fasse pour vous.

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Les associations satisfont des besoins que l'état n'assume pas, elles devraient donc recevoir un pourcentage des fonds publics sous forme de subvention au prorata du nombre d'adhérents mais en restant indépendantes.
- Modifier la loi 1901 en différenciant les petites associations qui ont peu de moyens et les grosses associations.

2) Le bénévolat

État des lieux :

- Manque de bénévoles, remplacement difficile. Et ce n'est pas forcément une histoire de temps. Sans les bénévoles : pas d'associations !
- La plupart des associations proposent des services à leurs adhérents à des prix très bas : derrière un immense travail bénévole de gestion et de logistique.
- L'état d'esprit a changé, moins de militantisme.
- Les bénévoles actifs représentent 25% de la population française.

Ce que nous pouvons faire :

- Appel à candidature : brassage d'idées, besoin de matière grise.
- Donner envie, faire faire quelque chose, faire agir, tout le monde est capable de faire quelque chose.
- Aider à prendre confiance pour s'impliquer davantage.

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Le statut de responsable d'association bénévoles devrait être reconnu par la loi.
- Les responsables d'association bénévole doivent être protégés juridiquement par la loi mais aussi par une assurance et une assistance juridique d'état.
- Les responsables d'association doivent bénéficier d'une reconnaissance de l'exercice de leur utilité publique (par exemple par des trimestres pour la retraite ou autre forme de prise en compte de leur travail bénévole.

3) Les subventions

État des lieux :

- Les contrats aidés sont plus utiles que les chômeurs.
- Les contrat aidé ont une utilité sociale.
- Contrat aidé 6 mois : pas de projet / comment se remettre à niveau en 6 mois ?
- Utilité des associations pour valoriser et montrer que chacun est utile dans la société.
- Les demandeurs d'emploi ne profitent pas tous du système.
- 100 % des emplois aidés se lèvent le matin avec un but, le sentiment d'être utile .
- 100 % des emplois aidés ont un boulot dont ils peuvent être fiers, des collègues, des horaires et un salaire même s'il est petit. 100 % des emplois aidés font partie de la société active et ça ce n'est pas rien.
- L'argent manque dans les associations, baisse ou suppression des subventions.
- Faute de subventions des évènements, des manifestations disparaissent et par la même du lien social aussi.

Ce que nous pouvons faire :

- Dons intéressants pour les entreprises, déduction fiscale.
- Les associations devraient organiser des collectes de fonds, financement participatif, sponsors, fonds privés, dons plutôt qu'attendre les aides de l'état : *Cette intervention a fait polémique, l'assemblée pense que les deux options sont complémentaires.*
- Certains n'arrivent pas à trouver leur place : l'association peut les y aider

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Les associations satisfont les besoins que l'état ne peut pas satisfaire, elles devraient donc logiquement recevoir des aides et subventions sans devoir rendre des comptes.
- L'état devrait reverser une subvention aux associations au prorata du nombre d'adhérents sans passer par les mairies ou autres institutions. Les associations doivent être indépendantes.
- Exclusion par manque de qualification, donc pas de travail ou travail dévalorisant : un contrat aidé peut changer la donne.

4) L'éloignement / zones rurales

État des lieux :

- Les néo ruraux recherchent des activités quand ils arrivent dans les campagnes.
- Difficulté d'avoir des locaux gratuits pour les activités.
- Envie de retrouver une vie de village mais difficultés à communiquer.
- Difficultés à se déplacer.

Ce que nous pouvons faire :

- Mettre en place un réseau : se connaître, se rencontrer
- Inviter les autres associations
- Développer un réseau de tissus relationnel et d'entraide entre voisins

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Débloquent des fonds pour avoir des animateurs sur le territoire pour aider les associations à créer du lien social et à aider à développer des projets...
- Débloquent des fonds pour avoir des transports en commun.

5) Pourquoi les personnes ne déplacent-elles pas ?

État des lieux :

- Les adhérents sont consommateurs et pas acteurs, ne se déplacent pas aux événements malgré différents mode d'invitations.
- Environ 3% des personnes invitées se mobilisent malgré la pub, les invitations classiques, (mails, affiches, réseaux sociaux ...) . Cela semble inefficace, c'est le bouche à oreille qui fonctionne le mieux, mais pour cela il faut du temps ou des personnes.
- Le mot « débat » a peut être fait peur, car peur de devoir s'exprimer. Dire plutôt : rencontre, papotage, discussion...
- Trop d'événements, les gens sont trop sollicités. Les gens sont submergés d'infos.
- Manque de temps pour se rencontrer, manque de communication .
- Quelque-fois l'accès aux locaux est difficile (personnes à mobilité réduite).
- Individualisme, chacun pour soi, manque d'engagement associatif.
- Les gens sortent moins de chez eux.
- Voir quand même le coté positif aujourd'hui (16 personnes présentes au débat).

Ce que nous pouvons faire :

- Responsabiliser les adhérents et ne pas toujours les assister
- Organiser une fête des voisins, une réunion de quartier peut être fédérateur, pourquoi pas chaque mois. Pour parler de la vie du quartier, des problèmes du quotidien. Se rencontrer à d'autres moments
- Qu'est ce qui fait déplacer les gens ? Les repas, manger, les enfants, les spectacles d'enfants, les chorales : puis discussions informelles après .
- Méfiance par rapport aux mailing : bien dire que l'association ne transmet pas les adresses mais qu'elle relaie les infos d'autres associations.
- Faire des réunions sur des sujets fédérateurs.
- Développer le tissu relationnel entre voisins, entraide.
- Parler, parler, parler...parler à son voisin.
- Faire marcher les réseaux et le lien entre les assos.
- Créer des évènements fédérateurs et transgénérationnels : printemps des poètes où chacun peut contribuer (par un poème, une chanson, du slam), nettoyage d'un village suivi d'un carnaval avec des costumes et une expo réalisés avec des objets de récupération, journée peinture ouverte à tous .

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Création d'un site dédié aux association avec accès libre pour pallier au manque de liens entre associations, pour la diffusion d'événements et pour créer un lien virtuel entre association et créer ainsi un réseau.

- Déblocage de fonds pour un (ou plusieurs) poste d'animateur rural par communauté de communes.
- Déblocage de fond pour des transports en commun.

6) Transgénérationnel, mixité ethnique et contrecarrer l'individualisme :

État des lieux :

- Peur de l'autre, de l'étranger : trop de fake news.
- De plus en plus d'individualisme, de plus en plus de consommation : revenir à plus de solidarité
- Problème des différences culturelles.
- Problèmes d'intégration.
- Quand on "remue" un village avec de nouvelles activités on se heurte à l'inquiétude des anciens.
- Dans nos villages de moyenne montagne, on reste longtemps l'étranger si on n'est pas originaire du "pays".

Ce que nous pouvons faire :

- Organiser des évènements intergénérationnels.
- Essayer de faire changer la mentalité des personnes qui ne se sentent pas concernées parce que marginalisés du fait de leur culture, de leur nationalité, de leur âge... Ils se sentent oubliés.
- Faire preuve de bienveillance, d'altruisme.
- S'épauler entre assos.

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Donnez-nous de moyens pour faire connaître nos association en organisant de beaux : forum.

7) Un peu en dehors des thèmes du débat mais faisant sens :

État des lieux :

- Dégradation et dévalorisation du travail manuel
- Les maires des petits villages ont peur des conséquences de ce qui pourrait arriver lors d'une manifestation (accident, dégradation,...) : manque d'envie de faire des choses, quelque-fois soutien réticent. Manque de moyens.

Le nerf de la guerre = les mairies

La solidarité / que le monde rural ne bouge pas / préserver la nature

Ce que nous pouvons faire :

- Apprendre la notion d'effort aux enfants par le biais des activités associatives.

Ce que nous demandons au gouvernement de faire :

- Maintenir les petites communes, elle sont au centre de la vie quotidienne de millions de français.
- La France est un pays riche alors comment cela se fait-il qu'on ait pas tous un minimum vital décent. Les bas salaires doivent être revalorisés.

8) De quel monde rêvons-nous ?

- Un monde où l'État prend en considération que les associations ont un rôle primordial, que la France ne peut pas s'en passer et qu'elles doivent être soutenues financièrement et particulièrement dans la ruralité.
- Un monde où l'État rend les contrats aidés, pas pour 1 an mais pour 3 ou 5 ans afin de bâtir un vrai projet de vie pour une personne.
- Un monde de solidarité et d'entraide où les plus démunis ne sont pas laissés de côté.
- Un monde où les gens ont envie de se rencontrer pour partager ce qu'ils peuvent apporter.
- Dans nos campagnes un monde avec des arbres, des oiseaux, des insectes, des animaux sans pesticides, sans urbanisation sauvages.